

Les enseignants dénoncent une «frénésie d'économies»

> **Rentrée** La faïtière romande du secteur tire la sonnette d'alarme

> **La pression budgétaire** menace une école romande qui est déjà le parent pauvre sur le plan suisse

Yelmarc Roulet

A en croire le Syndicat des enseignants romands (SER), jamais l'école ne s'est trouvée sous une pression budgétaire aussi forte. La faïtière des associations cantonales a dénoncé lors de sa conférence de presse de rentrée la frénésie d'économies dont les élèves font les frais.

La rentrée scolaire qui approche marquant aussi le début de la saison budgétaire dans les cantons, le syndicat appelle les gouvernements et parlements à «renoncer aux économies à l'école, qui mettent en danger la mission du Plan d'études romand et la qualité même de la formation».

La dénonciation du SER est formulée en termes généraux. Les informations fournies ne permettant pas de dresser un état des lieux canton par canton, il faut se contenter d'éléments ponctuels. Le Valais est ainsi présenté comme «le canton le plus mal loti de tous», un référendum contre les mesures prises étant du reste pendant.

Vaud en revanche «semble le seul

à être épargné», ce qui n'empêche pas la société pédagogique de ce canton, la SPV, d'avoir recueilli 2300 signatures sur une pétition pour la hausse de l'enveloppe pédagogique.

Genève, où la réintroduction du mercredi matin coûte cher, cherche à compenser en diminuant le taux d'encadrement. Poussé par la nécessité de trouver 100 millions de francs pour équilibrer son budget, Fribourg renonce à ouvrir 40 postes supplémentaires sur la centaine qui seraient nécessaires. Neuchâtel et Berne se sont engagés dans la voie de l'augmentation des effectifs par classe, tandis que le Jura a fait appel à un consultant pour diminuer les coûts de l'école.

Selon Georges Pasquier, le président du SER, la suppression pour 2014 des dividendes de la BNS versés aux cantons a été le déclencheur de la pression renforcée sur les écoles. Y contribuent aussi la politique des cadeaux fiscaux, l'anticipation de la réforme de la fiscalité des entreprises, la contrainte des freins à l'endettement.

Mais le syndicat attribue une part de la dégradation de la situation au fort renouvellement parmi les chefs de département: les nouveaux venus offriraient une moindre ténacité pour défendre leurs budgets face à la consigne prioritaire des économies. Ils sont quatre sur sept: Anne Emery-Torracina (GE), Oskar Freysinger (VS), Monika Maire-Hefti (NE) et Jean-Pierre Siggen (FR).

Les économies décidées pour la rentrée 2014 ou en vue pour le budget 2015 inquiètent d'autant plus le SER que les statistiques confirment l'augmentation du nombre des élè-

ves attendus pour ces prochaines années: +1300 en primaire à Genève d'ici à 2017, par exemple.

Poussés par la volonté de toucher «là où ça fait moins mal», les départements recourent le plus facilement à l'augmentation des élèves par classe. Une décision qui peut apparaître en moyenne comme anodine peut avoir des effets catastrophiques, avertit le SER. Elle ne pèse pas sur les enfants les plus doués, ni sur ceux qui ont un handicap reconnu, mais sur les «élèves ordinaires».

«Les nouveaux ministres cèdent plus facilement à la pression»

Certains cantons préfèrent abaisser le taux d'encadrement, réduisant le nombre des enseignants complémentaires ou d'appui. Le syndicat romand redoute que ces mesures ne soient fatales à ceux «qui ne survivent à l'école» qu'au prix d'un solide encadrement. Il dénonce aussi le risque de voir augmenter «l'école de l'ombre», autrement dit, la privatisation qu'entraîne le recours accru et coûteux par les parents aux répétiteurs et autres appuis particuliers.

Les menaces budgétaires sur l'école heurtent d'autant plus le SER que l'école romande, selon ses analyses, est déjà le parent pauvre de l'école suisse, et en particulier l'école primaire (années 1 à 8). Une statistique basée sur le nombre d'élèves par poste d'enseignement à plein temps (EPT) fait apparaître des écarts notables. Alors que la Suisse alémanique

compte 13,4 élèves par EPT, la Suisse romande en a 15,5. Ce chiffre a même augmenté légèrement entre 2011 et 2012 (dernière année disponible) pour les cantons romands, alors qu'il a légèrement baissé pour les alémaniques. Genève est le canton romand le moins bien placé (16,7 élèves par EPT) mais on notera que son score est exactement le même que celui de Zurich. Au niveau secondaire obligatoire, la différence entre Suisse romande et Suisse alémanique est un peu moins marquée.

Le clivage existe également s'agissant de dépenses de personnel scolaire (toutes catégories confondues) par canton. Le coût d'un élève oscille selon ce critère entre 18 000 francs à Bâle-Ville et 11 000 francs à Neuchâtel, Fribourg ou en Valais. Tous les cantons romands se situent sur cette échelle en dessous de la moyenne alémanique. Les salaires des enseignants ne jouent pas de rôle déterminant dans ce calcul, assure le SER, mais bien les autres facteurs, comme l'encadrement et l'encadrement.

Une rentrée éclatée

Si les systèmes scolaires cantonaux sont en voie d'harmonisation, le calendrier des vacances témoigne encore d'une belle diversité. La rentrée 2014 est éclatée sur pas moins de cinq dates. Pour les élèves de Suisse orientale, d'Argovie, Soleure et de Berne germanophone, c'est déjà fait. Ils ont repris la classe ce lundi 11 août. Pour les Tessinois, à l'autre extrême, les vacances se prolongent

«Un effort modeste»

> Le ministre PDC fribourgeois Jean-Pierre Siggen répond aux critiques du SER

Le Temps: Le SER dénonce les économies qui frappent l'école dans les cantons romands. Ont-ils raison de le faire?

Jean-Pierre Siggen: Des mesures



structurelles sont discutées dans plusieurs cantons, c'est vrai, il est compréhensible que cela touche. Il faut

admettre que les conditions-cadres se durcissent. Fribourg est pénalisé par la péréquation financière, Vaud et Genève veulent abaisser la fiscalité des entreprises. Même si l'économie se porte globalement bien, les années de vaches grasses sont derrière nous. Mais il n'y a pas de quoi peindre le diable sur la muraille.

– S'agissant de Fribourg, le SER reproche au gouvernement de ne pas vouloir créer 40 des 100 nouveaux postes qui seraient nécessai-

res pour faire face à la croissance démographique et maintenir les normes d'encadrement. A quels sacrifices avez-vous consenti? – Ces mesures pour la rentrée 2015 sont en consultation, rien n'a encore été décidé. Effort il y aura, mais il restera modeste, du niveau de l'ajustement. Sur un budget de l'enseignement qui se monte à 1 milliard de francs, nous visons une économie de 4 millions, dont 2 à charge des communes. On freine l'augmentation des budgets, on n'enlève rien. Cela ne suffira pas à combler le manque de recettes dont souffre le canton.

– Les quatre nouveaux venus à la tête des départements romands se voient reprocher de céder trop vite aux pressions budgétaires. Vous qui en êtes, que répondez-vous? – Ce sont de simples déclarations. Les syndicats ne participent pas aux discussions du Conseil d'Etat. Des mesures ont été prises ces derniers mois dans plusieurs cantons, indépendamment des personnes, avant même l'arrivée de nouveaux ministres. C'est le cas à Fribourg, car je ne suis entré en fonction que le 12 novembre.

– L'école romande, primaire en particulier, est le parent pauvre du système scolaire suisse. Faut-il s'y résigner?

– Je conteste ces comparaisons de bloc. L'école primaire est une tâche prioritaire des cantons, qui s'organisent à leur manière. Il n'y a pas de corrélation simple entre les moyens attribués et les résultats. Divers facteurs entrent en compte, comme l'intégration ou non des enfants en difficulté. Globalement, la Suisse romande est bien placée dans les résultats PISA. Fribourg notamment, malgré une moyenne d'élèves par classe plutôt élevée.

Propos recueillis par Y. R.